



ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

PREMIÈRE SESSION

QUARANTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le mercredi 8 mai 2024 – N° 126

Neuf heures quarante

**Présidente de l'Assemblée nationale :
Mme Nathalie Roy**

Partie 1
AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- La députée de Saint-Hyacinthe sur le sujet suivant : *Merci aux Maskoutains pour dix ans de confiance.*
- La députée de Chomedey sur le sujet suivant : *Souligner la Journée de commémoration du génocide tamoul.*
- Le député de Sainte-Rose sur le sujet suivant : *Jade Mathieu à l'émission Canada's Got Talent.*
- Le député de Gouin sur le sujet suivant : *Souligner la mobilisation suite à l'incendie à la Maison Marguerite.*
- La députée de Charlevoix–Côte-de-Beaupré sur le sujet suivant : *Plumobile : un bilan extraordinaire.*
- La députée de Notre-Dame-de-Grâce sur le sujet suivant : *Reconnaître l'apport exceptionnel de Mme Miriam Green au sein du Complexe de santé Reine Elizabeth.*
- La députée de Saint-François sur le sujet suivant : *Hommage à M. Franz Gauthier, un phare pour la jeunesse.*
- Le député de Jean-Talon sur le sujet suivant : *Souligner le travail des organismes d'aide en santé mentale de Jean-Talon.*
- Le député de Saint-Jean sur le sujet suivant : *La plus grande maison des aînés est ouverte et c'est celle de Saint-Jean-sur-Richelieu.*
- Le député de La Peltrie sur le sujet suivant : *M. Jean Bernier, le plus grand donneur de sang au Canada avec un total de 1600 dons.*
- Le député de Vachon sur le sujet suivant : *M. Hommage à Sylvain Lambert.*
- Le député de Joliette sur le sujet suivant : *Les médaillés des jeux d'hiver d'Olympiques spéciaux Canada de Lanaudière.*

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

DÉPÔTS a) documents
 b) rapports de commissions
 c) pétitions

RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS

**INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE
PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL**

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2

AFFAIRES DU JOUR

AFFAIRES PRIORITAIRES

DÉBATS D'URGENCE

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

- 1) Projet de loi n° 32
Loi instaurant l'approche de sécurisation culturelle au sein du réseau de la santé et des services sociaux
Présenté par le ministre responsable des Relations avec les Premières Nations et les Inuit le 9 juin 2023
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le **14 septembre 2023**
- 2) Projet de loi n° 56
Loi portant sur la réforme du droit de la famille et instituant le régime d'union parentale
Présenté par le ministre de la Justice le 27 mars 2024
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le **7 mai 2024**

Étude détaillée en commission

- 3) Projet de loi n° 37
Loi sur le commissaire au bien-être et aux droits des enfants
Présenté par le ministre responsable des Services sociaux le 26 octobre 2023
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le 13 février 2024
Principe adopté le **14 février 2024**, et
Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux

- 4) Projet de loi n° 45
Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports afin principalement de renforcer la protection de l'intégrité des personnes dans les loisirs et les sports
Présenté par la ministre responsable du Sport, du Loisir et du Plein air le 6 février 2024
Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire (consultations) déposé le 28 mars 2024
Principe adopté le **9 avril 2024**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 5) Projet de loi n° 50
Loi édictant la Loi sur la sécurité civile visant à favoriser la résilience aux sinistres et modifiant diverses dispositions relatives notamment aux centres de communications d'urgence et à la protection contre les incendies de forêt
Présenté par le ministre de la Sécurité publique le 31 janvier 2024
Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire (consultations) déposé le 21 mars 2024
Principe adopté le **26 mars 2024**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 6) Projet de loi n° 51
Loi modernisant l'industrie de la construction
Présenté par le ministre du Travail le 1^{er} février 2024
Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations) déposé le 20 mars 2024
Principe adopté le **21 mars 2024**, et
Renvoyé à la Commission de l'économie et du travail
- 7) Projet de loi n° 53
Loi édictant la Loi sur la protection contre les représailles liées à la divulgation d'actes répréhensibles et modifiant d'autres dispositions législatives
Présenté par la ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor, le 15 février 2024
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le 9 avril 2024
Principe adopté le **10 avril 2024**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques

- 8) Projet de loi n° 57
Loi édictant la Loi visant à protéger les élus et à favoriser l'exercice sans entraves de leurs fonctions et modifiant diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal
Présenté par la ministre des Affaires municipales le 10 avril 2024
Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire (consultations) déposé le 7 mai 2024
Principe adopté le **7 mai 2024**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 9) Projet de loi n° 60
Loi autorisant la conclusion de conventions collectives d'une durée supérieure à trois ans dans les secteurs public et parapublic
Présenté par la ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor le 24 avril 2024
Principe adopté le **2 mai 2024**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques

Prise en considération de rapports de commissions

- 10) Projet de loi n° 44
Loi modifiant principalement la Loi sur le ministère de l'Économie et de l'Innovation en matière de recherche
Présenté par le ministre de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie le 7 février 2024
Principe adopté le 20 février 2024
Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations) déposé le 28 mars 2024
Rapport de la Commission de l'économie et du travail déposé le **7 mai 2024**

Adoption

- 11) Projet de loi n° 30
Loi modifiant diverses dispositions principalement dans le secteur financier
Présenté par le ministre des Finances le 7 juin 2023
Principe adopté le 12 septembre 2023
Rapport de la Commission des finances publiques adopté le **7 mai 2024**

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

- 12) Projet de loi n° 190
Loi visant à reconnaître le serment des députés envers le peuple du Québec comme seul serment obligatoire à leur entrée en fonction
Présenté par le député de Jean-Lesage le **1^{er} décembre 2022**

- 13) Projet de loi n° 191
Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports afin d'interdire les batailles dans les activités sportives auxquelles des personnes de moins de 18 ans participent
Présenté par le député de Marquette le **8 décembre 2022**

- 14) Projet de loi n° 192
Loi visant à assurer la santé et la sécurité des élèves en classe en encadrant la qualité de l'air ambiant dans les écoles
Présenté par la députée de Saint-Laurent le **7 décembre 2022**

- 15) Projet de loi n° 193
Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne afin de reconnaître le droit à un environnement sain à titre de droit fondamental
Présenté par la députée de Notre-Dame-de-Grâce le **1^{er} février 2023**

- 16) Projet de loi n° 195
Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur afin de lutter contre l'obsolescence programmée et de faire valoir le droit à la réparation des biens
Présenté par la députée de Saint-Laurent le **2 février 2023**

- 17) Projet de loi n° 196
Loi modifiant la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance afin de garantir le droit de recevoir des services de garde
Présenté par la députée de Robert-Baldwin le **14 mars 2023**

- 18) Projet de loi n° 197
Loi visant à améliorer la qualité des soins par la fixation de ratios dans certains établissements visés par la Loi sur les services de santé et les services sociaux
Présenté par le député de Pontiac le **6 décembre 2022**

- 19) Projet de loi n° 198
Loi modifiant le Code civil afin d'assurer une plus grande protection aux locataires aînés contre les reprises de logement ou les évictions
Présenté par la députée de Sherbrooke le 21 février 2023
Reprise du débat ajourné au nom de la députée de Vimont le **28 mars 2024**
- 20) Projet de loi n° 199
Loi visant une meilleure protection du consommateur contre les contrats de crédit abusifs
Présenté par la députée de Saint-Laurent le **23 février 2023**
- 21) Projet de loi n° 390
Loi favorisant la prise en compte de l'égalité des sexes et de la diversité dans une perspective intersectionnelle dans le processus budgétaire
Présenté par la députée de Mercier le **21 mars 2023**
- 22) Projet de loi n° 391
Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique afin de consacrer le droit à la gratuité des projets pédagogiques particuliers offerts dans les écoles où est dispensé le service de l'éducation préscolaire ou de l'enseignement primaire et secondaire ainsi que de limiter la distance entre les immeubles d'une école à projet particulier
Présenté par la députée de Saint-Laurent le **16 mars 2023**
- 23) Projet de loi n° 392
Loi concernant la suspension de la délivrance de nouveaux claims miniers et mettant fin à la préséance des droits miniers et gaziers sur les autres usages du territoire
Présenté par la députée de Verdun le **18 avril 2023**
- 24) Projet de loi n° 393
Loi visant à lutter contre le gaspillage alimentaire
Présenté par la députée de Verdun le **6 avril 2023**
- 25) Projet de loi n° 394
Loi concernant la mise en place de politiques de conciliation études-famille-travail notamment dans les établissements d'enseignement supérieur
Présenté par le député d'Hochelaga-Maisonneuve le **5 décembre 2023**
- 26) Projet de loi n° 395
Loi remplaçant le nom de la circonscription électorale de Matane-Matapédia par Matane-Matapédia-Mitis
Présenté par le député de Matane-Matapédia le **11 avril 2024**

- 27) Projet de loi n° 396
Loi modifiant la Loi sur la réduction de la dette et instituant le Fonds des générations afin d’y prévoir l’atteinte d’une capitalisation de 100 milliards de dollars
Présenté par le député de Marguerite-Bourgeoys le **16 mars 2023**
- 28) Projet de loi n° 397
Loi visant à prévenir et à combattre les violences à caractère sexuel dans les établissements d’enseignement dispensant des services de l’éducation préscolaire, d’enseignement au primaire ou d’enseignement en formation générale ou professionnelle au secondaire, incluant les services éducatifs pour les adultes
Présenté par la députée de Mercier le **27 avril 2023**
- 29) Projet de loi n° 398
Loi modifiant la Loi sur l’instruction publique afin de consacrer le droit des élèves handicapés ou en difficulté d’adaptation ou d’apprentissage de recevoir des services éducatifs équivalents à ceux dispensés par l’école
Présenté par la députée de Westmount–Saint-Louis le **20 avril 2023**
- 30) Projet de loi n° 399
Loi modifiant la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec afin d’obliger la Caisse de dépôt et placement du Québec à faire des investissements ayant des impacts sociaux et environnementaux durables et à en rendre compte
Présenté par le député de Maurice-Richard le **27 avril 2023**
- 31) Projet de loi n° 490
Loi renforçant la majorité qualifiée requise pour la nomination et la destitution des personnes nommées par l’Assemblée nationale
Présenté par le député de Nelligan le **18 avril 2023**
- 32) Projet de loi n° 491
Loi visant à modifier la Loi sur les infrastructures publiques afin de soumettre les projets inscrits au plan québécois des infrastructures à un test climat
Présenté par le député de Taschereau le **14 septembre 2023**
- 33) Projet de loi n° 492
Loi visant à lutter contre le gaspillage
Présenté par le député des Îles-de-la-Madeleine le **18 avril 2023**
- 34) Projet de loi n° 493
Loi modifiant la Loi sur l’immigration au Québec pour tenir compte des résidents temporaires aux fins de la planification de l’immigration
Présenté par le député de Nelligan le **10 mai 2023**

- 35) Projet de loi n° 494
Loi modifiant le Code civil afin de rendre sans effet les clauses d'un bail de logement qui tendent à interdire les animaux de compagnie
Présenté par le député de Laurier-Dorion le **25 mai 2023**
- 36) Projet de loi n° 495
Loi visant à lutter contre l'accaparement des terres agricoles
Présenté par la députée de Verdun le 26 septembre 2023
Reprise du débat ajourné au nom du député de Jonquière le **31 janvier 2024**
- 37) Projet de loi n° 496
Loi visant à reconnaître l'amiral blanc en tant qu'insecte emblématique du Québec
Présenté par la députée d'Argenteuil le **9 juin 2023**
- 38) Projet de loi n° 499
Loi établissant un nouveau mode de scrutin
Présenté par le député de Jean-Lesage le **5 octobre 2023**
- 39) Projet de loi n° 591
Loi visant principalement à renforcer le contrôle de l'action gouvernementale par un député en lui reconnaissant un droit de visite des institutions administratives
Présenté par la députée de Sherbrooke le **21 mars 2024**
- 40) Projet de loi n° 593
Loi modifiant le Code civil afin d'interdire les évictions faites en vue de convertir un logement en hébergement touristique de courte durée
Présenté par la députée des Mille-Îles le **4 octobre 2023**
- 41) Projet de loi n° 596
Loi modifiant principalement la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme afin de permettre aux municipalités d'adopter un règlement relatif au zonage différencié visant à accroître et à pérenniser l'offre de logements sociaux ou abordables
Présenté par la députée des Mille-Îles le **24 octobre 2023**
- 42) Projet de loi n° 597
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement pour instaurer un droit d'initiative citoyenne en environnement et renforcer les pouvoirs et l'indépendance du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement
Présenté par la députée de Verdun le **1^{er} février 2024**

- 43) Projet de loi n° 599
Loi modifiant principalement la Loi sur le régime de rentes du Québec afin d'abolir la réduction de la rente de retraite de la personne qui bénéficie d'une rente d'invalidité entre 60 ans et 65 ans
Présenté par le député de Maurice-Richard le **20 février 2024**
- 44) Projet de loi n° 690
Loi modifiant la Loi sur le régime de rentes du Québec afin de corriger une iniquité envers les retraités invalides
Présenté par la députée de La Pinière le 23 novembre 2023
Reprise du débat ajourné le **7 décembre 2023**
- 45) Projet de loi n° 691
Loi modifiant diverses dispositions législatives relatives à l'aide financière aux études
Présenté par le député de Matane-Matapédia le **7 décembre 2023**
- 46) Projet de loi n° 693
Loi favorisant la contribution active à la société des prestataires du Programme de solidarité sociale
Présenté par la députée de Notre-Dame-de-Grâce le **22 février 2024**
- 47) Projet de loi n° 694
Loi modifiant le Code de la sécurité routière afin de lutter plus efficacement contre l'alcool au volant
Présenté par le député de Nelligan le **19 mars 2024**
- 48) Projet de loi n° 695
Loi sur le directeur parlementaire du budget
Présenté par le député de Nelligan le **14 mars 2024**
- 49) Projet de loi n° 697
Loi visant à lutter contre le gaspillage
Présenté par le député des Îles-de-la-Madeleine le **23 avril 2024**
- 50) Projet de loi n° 791
Loi permettant à des organismes publics de transport en commun de développer des projets immobiliers aux abords ou au-dessus de leurs infrastructures de transport en commun
Présenté par le député de Nelligan le **1^{er} mai 2024**

Étude détaillée en commission

- 51)** Projet de loi n° 194
Loi instaurant une présomption de consentement au don d'organes ou de tissus après le décès
Présenté par le député de Pontiac le 26 avril 2023
Principe adopté le **9 juin 2023**, et
Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

III. Projets de loi d'intérêt privé

Consultation et étude détaillée en commission

- 52)** Projet de loi n° 201
Loi concernant la Municipalité de Morin-Heights
Présenté par la députée d'Argenteuil le **20 avril 2023**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 53)** Projet de loi n° 203
Loi concernant les fins et les pouvoirs de la Corporation archiépiscopale catholique romaine de Montréal
Présenté par la députée de Westmount–Saint-Louis le **19 avril 2023**, et
Renvoyé à la Commission des institutions

Adoption du principe

Adoption

IV. Motions du gouvernement

V. Crédits budgétaires

VI. Débats statutaires

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

- 54)** 7 mai 2024
Motion du député de l'Acadie

QUE l'Assemblée nationale rappelle que dans une société libre et démocratique, nul ne devrait condamner le recours aux tribunaux par des citoyens ou des organisations si ceux-ci s'estiment lésés dans leurs droits;

QU'elle rappelle que l'État de droit est un des fondements de la démocratie québécoise.

Partie 3

PROJETS DE LOI ADOPTÉS

(Projets de loi non sanctionnés)

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée.

COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Mandats réglementaires

- Audition d'Hydro-Québec sur le chapitre 5 du rapport de décembre 2022 du Vérificateur général intitulé « Hydro-Québec : maintenance des actifs du réseau de distribution d'électricité ».
- Audition du ministère de la Santé et des Services sociaux, du CISSS de la Montérégie-Centre et des CIUSSS de l'Estrie-CHUS et de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal sur le chapitre 2 du rapport de mai 2023 du Vérificateur général intitulé « Octroi de contrats de gré à gré : en vertu du décret d'urgence sanitaire, ou pour obtenir des places d'hébergement et de la main-d'œuvre indépendante ».
- Audition du Vérificateur général du Québec sur son rapport annuel de gestion et sur ses engagements financiers.
- Audition du Tribunal administratif du logement sur sa gestion administrative, sur ses engagements financiers et sur le rapport annuel du Protecteur du citoyen.

COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES NATURELLES

Mandats réglementaires

Interpellation :

- Du député de Pontiac au ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation sur le sujet suivant : *L'agriculture au Québec mise en friche par le gouvernement caquiste* (avis donné le 25 avril 2024).

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Mandats de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 45**, Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports afin principalement de renforcer la protection de l'intégrité des personnes dans les loisirs et les sports (mandat confié le 9 avril 2024).
- **Projet de loi n° 50**, Loi édictant la Loi sur la sécurité civile visant à favoriser la résilience aux sinistres et modifiant diverses dispositions relatives notamment aux centres de communications d'urgence et à la protection contre les incendies de forêt (mandat confié le 26 mars 2024).
- **Projet de loi n° 57**, Loi édictant la Loi visant à protéger les élus et à favoriser l'exercice sans entraves de leurs fonctions et modifiant diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal (mandat confié le 7 mai 2024).
- **Projet de loi n° 201**, Loi concernant la Municipalité de Morin-Heights (mandat confié le 20 avril 2023).

COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

Mandats de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 51**, Loi modernisant l'industrie de la construction (mandat confié le 21 mars 2024).

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

Mandats de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 53**, Loi édictant la Loi sur la protection contre les représailles liées à la divulgation d'actes répréhensibles et modifiant d'autres dispositions législatives (mandat confié le 10 avril 2024).
- **Projet de loi n° 60**, Loi autorisant la conclusion de conventions collectives d'une durée supérieure à trois ans dans les secteurs public et parapublic (mandat confié le 2 mai 2024).

COMMISSION DES INSTITUTIONS

Mandats de l'Assemblée

- Étude de projets de loi :
- **Projet de loi n° 203**, Loi concernant les fins et les pouvoirs de la Corporation archiépiscopale catholique romaine de Montréal (mandat confié le 19 avril 2023).

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Mandats de l'Assemblée

- Étude de projets de loi :
- **Projet de loi n° 37**, Loi sur le commissaire au bien-être et aux droits des enfants (mandat confié le 14 février 2023).
- **Projet de loi n° 194**, Loi instaurant une présomption de consentement au don d'organes ou de tissus après le décès (mandat confié le 9 juin 2023).

Mandats d'initiative

- Les moyens facilitant le don d'organes ou de tissus, notamment l'instauration de la présomption de consentement au don d'organes et de tissus.

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

Partie 5
QUESTIONS ÉCRITES

*Les [questions déjà inscrites](#) paraissent
au feuillet du mercredi*

113) M. Bérubé (Matane-Matapédia) – **28 mars 2024**

Au ministre de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs

Depuis plusieurs années, la MRC des Basques sollicite l'intervention du gouvernement du Québec pour acquérir les droits du Club des Appalaches, le dernier club privé de chasse et pêche au Québec, dans le but d'ouvrir l'accès à tous les citoyens. Depuis 1901, seuls quelques chasseurs et pêcheurs bénéficient de l'autorisation d'activités sur le territoire non organisé du Lac-Boisbouscache, pourtant propriété de l'État. Cette demande soulève des enjeux importants liés à la préservation environnementale, au développement régional, à l'accès au territoire et à la gouvernance territoriale.

Mes questions sont les suivantes :

Est-ce que le gouvernement du Québec a l'intention d'intervenir favorablement à cette demande de la MRC des Basques? Si oui, quelles sont les modalités de l'intervention? Sinon, pourquoi?

120) M. Bouazzi (Maurice-Richard) – **17 avril 2024**

Au ministre de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie

Au Québec, les problèmes d'accès à l'énergie sont invisibles. Pourtant, un nombre important de ménages est en situation de précarité énergétique. Ça signifie qu'ils ont de la difficulté à payer leur facture d'électricité, se privent d'autres produits essentiels pour payer cette facture ou encore diminuent leur consommation d'électricité en deçà de leurs besoins de base.

D'ailleurs, chaque année, Hydro-Québec conclut des centaines de milliers d'ententes de paiement avec sa clientèle résidentielle et procède à des dizaines de milliers d'interruptions de service. Par exemple, en 2019, Hydro-Québec a conclu près de 379 000 ententes de paiement avec sa clientèle résidentielle. La même année, Hydro-Québec a procédé à 57 000 interruptions de service chez ses clients en recouvrement. C'est l'équivalent de la population de la ville de Saint-Hyacinthe. Dans 11 % des cas, le client a subi une interruption pendant plus d'une semaine. Une coupure de service de plusieurs jours, lorsqu'il fait froid ou en période de chaleur extrême, met en danger la santé de ces personnes.

Consommer de l'énergie dans son logement, ce n'est pas un choix. C'est essentiel pour répondre à ses besoins de base comme manger, se chauffer, se laver et être en bonne santé. De plus, l'accès à l'énergie est une condition pour que chaque personne puisse jouir pleinement de ses droits humains fondamentaux. Par conséquent, la précarité énergétique est un problème grave qui entraîne des conséquences très sévères.

Un logement mal ventilé, peu chauffé ou mal isolé représente un danger pour la santé et la sécurité des personnes qui y vivent. Le manque d'électricité ou de chauffage a des impacts majeurs sur la santé. Par exemple, les habitations froides et humides, chauffées de manière inadéquate, augmentent le taux de mortalité et de morbidité chez les ménages vulnérables. Le froid et les problèmes de chauffage multiplient les risques de développement de maladies et de surmortalité. Il en va de même pour la chaleur et les problèmes de climatisation.

Diverses études ont caractérisé trois principales familles de pathologies en lien avec la précarité énergétique : les maladies respiratoires, les maladies cardiovasculaires et les maladies mentales. La précarité énergétique augmente également les risques d'infections (mauvaise hygiène alimentaire ou personnelle) et les risques d'accident (en raison, entre autres, d'un éclairage inadéquat).

Les problèmes de précarité énergétique affectent aussi la capacité de bien se nourrir. En effet, comment conserver les aliments et les cuire quand le réfrigérateur ou la cuisinière ne fonctionnent pas? Pour éviter de manger des aliments insalubres, certains ménages se tournent vers le prêt-à-manger ce qui augmente de façon importante les coûts associés à l'épicerie.

Ma question :

Bien que les tarifs d'électricité soient relativement bas au Québec, de plus en plus de ménages peinent à payer la facture d'électricité. Une personne sur sept (16 % de la population) est en situation de précarité énergétique au Québec. Quel est le plan du ministre pour s'assurer que le projet de loi sur l'encadrement des énergies propres qu'il s'est engagé à déposer ne crée pas davantage de précarité énergétique au Québec?

121) M. Grandmont (Taschereau) – **24 avril 2024**

À la ministre des Transports et de la Mobilité durable

La norme 4202 sur les enrobés à chaud formulés selon la méthode de formulation du Laboratoire des chaussées prévoit une utilisation maximale du recyclage des revêtements routiers de 20 %, avec une limite de 10 % pour les couches de surfaces autoroutières.

Il est communément admis par l'industrie de la construction routière du Québec que ce pourcentage de recyclé oscille entre 14 % et 17 %, selon les années. La National Asphalt Pavement Association, aux États-Unis, indique que le taux de recyclage des revêtements routiers de l'état de l'Ohio est de 32 %, du Michigan, de 29 %, du Minnesota, de 24 %, du Wisconsin, de 21 %, et de l'Idaho, de 24 %, pour les états les plus nordiques. La France recycle ses routes à 22 % et l'Allemagne à 28 %, selon l'European Asphalt Pavement Association. Le Japon, enfin, recycle ses routes à hauteur de 47 %.

Il est démontré que l'asphalte est un matériau 100 % recyclable et qu'augmenter le pourcentage de granulats bitumineux recyclés a de nombreux avantages. D'abord, le recyclage d'asphalte permet des économies financières substantielles pour les contribuables, simplement par le fait que la ressource (les granulats) à recycler est déjà extraite et déjà enrobée de liant bitumineux et qu'elle est souvent disponible à proximité des chantiers. Ensuite, il permet de réduire les émissions de GES qui résultent du processus de production (extraction, production et transport). Enfin, augmenter le volume de granulats recyclés permet de ne pas extraire ce même volume recyclé des ressources naturelles québécoises : carrières, gravières et sablières. Recycler sauve ainsi des ressources naturelles non extraites.

Par ailleurs, les techniques de recyclage des routes peuvent être réalisées in situ ou « en place ». Le recyclage des routes in situ consiste à réaliser l'ensemble des travaux : collecte de l'asphalte existante, broyage, criblage, chauffage, mélange avec du liant et réinstallation de l'asphalte en une seule passe. Le revêtement est enfin compacté avant d'être réouvert à la circulation. Ces techniques sont très utilisées en Ontario (plus d'un million de mètres carrés chaque année). Elles le sont très peu au Québec (environ 100 000 m²). Pourtant, il est communément admis que ces techniques ne nécessitant que peu de transport de matériaux permettent de nouvelles économies financières, moins d'émissions de GES et très peu de nouvelles ressources naturelles vierges. Le ministère des Transports de l'Ontario communique régulièrement dans les congrès spécialisés sur le fait que les techniques de recyclage en place ont une qualité et une durée de vie identiques, voire supérieures à celles de la construction des routes avec des matériaux neufs.

Mes questions à la ministre des Transports et de la Mobilité durable sont les suivantes :

- Quels sont les objectifs du ministère des Transports et de la Mobilité durable en pourcentage de recyclage de ses routes?
- Quelle est la trajectoire de recyclage du ministère des Transports et de la Mobilité durable, avec quels objectifs et à quelle échéance?
- Est-ce que le ministère des Transports et de la Mobilité durable va imposer largement les techniques de recyclage en place à toutes ses directions territoriales?

122) Mme Ghazal (Mercier) – **30 avril 2024**
Au ministre de l'Éducation

Le décrochage scolaire s'élève à près de 40 % pour les élèves qui accusent un retard; en fait, c'est plus d'un élève sur dix qui décroche du réseau d'éducation régulier avant d'avoir obtenu son diplôme d'études secondaires.

Comment le ministre entend-il s'attaquer à cette situation?

Le ministre de l'Éducation peut-il donner des précisions sur le Programme de soutien à des partenaires en éducation?

Savons-nous dans quels délais les organismes retenus seront contactés par le ministère?

Le ministre peut-il s'engager à financer le réseau des milieux adaptés de scolarisation et l'Alliance des milieux adaptés de scolarisation du Québec, qui offrent des services d'adaptation scolaire et de soutien psychosocial aux personnes plus vulnérables n'ayant pas obtenu leur diplôme d'études secondaires?

123) M. Bérubé (Matane-Matapédia) – **30 avril 2024**
Au ministre de la Culture et des Communications

Depuis plusieurs années, plusieurs organisateurs des festivités de la Fête nationale soulignent des enjeux importants de sous-financement en provenance du Programme d'assistance financière aux célébrations locales.

Organisateurs et bénévoles indiquent devoir réduire considérablement la portée de leurs événements pour réussir à les financer avec le peu de moyens offerts, d'autres ont abandonné l'organisation de la Fête nationale, et finalement, plusieurs ont choisi de se tourner vers des fonds fédéraux pour boucler le financement de leurs événements. Cela laisse croire que l'avenir de la Fête nationale du Québec dans nos villes et villages est maintenant entre les mains de Patrimoine Canada.

Mes questions sont les suivantes :

- Quel est le montant total annuel consenti à ce programme pour chaque année de 2018 à 2024?
- Est-ce que le gouvernement compte bonifier l'aide financière de ce programme pour l'année 2025?
- Si oui, quel sera le montant du programme pour l'année 2025?

124) M. Bérubé (Matane-Matapédia) – **2 mai 2024**
Au ministre de la Culture et des Communications

La Maison des métiers d'art de Québec (MMAQ) remplit un rôle fondamental dans la formation de la relève dans les arts et métiers dans la Capitale-Nationale. Ce sont, annuellement, plus de 80 employés permanents et temporaires (artistes et travailleurs culturels) qui assurent la qualité de la formation auprès de plus de 130 élèves et étudiants en partenariat avec d'autres institutions publiques. Plus encore, chaque année, les cours de la MMAQ ouverts au grand public rejoignent plus de 400 personnes chaque année tandis que ses expositions attirent plus de 2000 visiteurs.

Contrairement à la plupart des autres institutions d'enseignement de formation en art, la MMAQ offre au sein du même établissement des formations aux métiers très distincts de la céramique, de la construction textile et de la sculpture. Plus qu'une école de formation, la MMAQ comprend trois écoles-ateliers, ce qui fait la spécificité et la force de son modèle. Toutefois, ce caractère propre à la MMAQ s'avère entraîner des pénalités quant aux montants qu'elle perçoit de la part du ministère de la Culture et des Communications (MCC).

En effet, pour remplir convenablement sa mission, la MMAQ dépend du financement public octroyé dans le cadre du Programme d'aide au fonctionnement pour les organismes de formation en art (PAFOFA). En réponse à la demande triennale 2022-2025 de la MMAQ au PAFOFA en 2022, le montant accordé à la MMAQ par le MCC a été de l'ordre de 426 367 \$, ce qui représentait 45 % du montant demandé par cette institution. Or, selon des demandes déposées auprès du MCC, chacune des trois écoles-ateliers de la MMAQ aurait pu bénéficier, si elles constituaient des établissements distincts, d'une aide financière de 315 799 \$ pour un fonctionnement optimal. À l'heure actuelle, le montant octroyé à la MMAQ correspond à peine à 142 125 \$ par école-atelier alors que le financement gouvernemental pour le fonctionnement par école-atelier au Québec est en moyenne d'environ 250 000 \$.

La structure particulière de la MMAQ ne devrait pas constituer un tel désavantage, d'autant plus que toutes les institutions sont confrontées à des hausses de coûts substantielles. La MMAQ a sollicité l'appui du ministère de la Culture et des Communications afin d'obtenir le financement supplémentaire dont elle a besoin pour poursuivre ses activités, à défaut de quoi elle pourrait être contrainte, sous peu, de réhypothéquer son bâtiment, voire de mettre la clef dans la porte.

Mes questions au ministre de la Culture et des Communications :

- 1- Est-il dans l'intention du ministre de la Culture et des Communications et de son ministère d'allouer des fonds supplémentaires à la Maison des métiers d'art de Québec afin de lui permettre de poursuivre ses activités?
- 2- Le gouvernement reconnaît-il que la grille de calcul du Programme d'aide au fonctionnement pour les organismes de formation en art nécessite une révision afin de ne pas pénaliser les institutions d'enseignement qui regroupent plusieurs écoles-ateliers comme la Maison des métiers d'art de Québec?

Partie 6
PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

Projets de loi publics au nom des députés

- a) 12 septembre 2023
Loi visant à rendre accessibles les documents issus de l'enquête menée par le commissaire-enquêteur Bernard Grenier au sujet des activités illégales d'Option Canada à l'occasion du référendum de 1995 – *député de Camille-Laurin*

Projets de loi d'intérêt privé

II. NOUVEAUX PRÉAVIS

- aa) Loi édictant la Loi sur Mobilité Infra Québec et modifiant certaines dispositions relatives au transport collectif – *ministre des Transports et de la Mobilité durable*
- bb) Loi visant principalement à diversifier les stratégies d'acquisition des organismes publics et à leur offrir davantage d'agilité dans la réalisation de leurs projets d'infrastructure – *ministre responsable des Infrastructures*
- cc) Loi visant à accroître la présence du drapeau du Québec – *député de Matane-Matapédia*
- dd) Loi concernant certaines aliénations relatives à la maison Robert-Jellard – *député de Joliette*